

Les relations entre les historiens et les musées : l'exemple du Bas-Saint-Laurent

Karine Hébert¹

L'historien et le musée ne sont-ils pas prédestinés à se rencontrer? L'historien ne s'intéresse-t-il pas toujours à la diffusion du savoir historique qu'il produit? Et les différents intervenants muséaux peuvent-ils faire l'économie de la recherche historique dans l'accomplissement de leurs mandats? Ces questions reposent sur le postulat selon lequel une relation naturelle existe entre les historiens, que l'on considérera comme des acteurs culturels, et les musées. Mais quelle forme prend-elle? Qui initie leur rencontre? Autour de quels objets et de quelles préoccupations se réunissent-ils? Quelles difficultés et ou quelles contraintes rencontrent-ils au fil de leur collaboration? Quels bénéfices peuvent-ils espérer de la relation qu'ils entretiennent?

À partir de mon expérience personnelle et de celle de l'équipe d'historiens de l'Université du Québec à Rimouski à laquelle j'appartiens, je propose une réflexion sur notre place dans les musées dans le contexte spécifique de la région du Bas-Saint-Laurent et, plus particulièrement, dans celui de la région de Rimouski. J'estime que la dynamique de collaboration entre les musées et les historiens

de la région repose sur une proximité qui permet des collaborations de divers ordres. Elles ont déjà donné lieu à la réalisation de projets originaux.

Avant d'étudier le rôle de trait d'union que les historiens sont susceptibles de jouer entre les musées et les universités, je dirai quelques mots sur la mission de chacune de ces deux grandes institutions.

Les musées

Les musées sont des institutions culturelles de premier plan au Québec, y compris dans la région du Bas-Saint-Laurent. La Société des musées québécois (SMQ) répertorie 304 musées, centres d'interprétation et d'exposition, alors que les bureaux de tourisme de la province font état d'une liste de quelque 400 institutions. Du nombre présenté par la SMQ, 15 se trouvent dans la région du Bas-Saint-Laurent. Ce dénombrement n'est pas exhaustif : le Réseau muséal du Bas-Saint-Laurent comptait pour sa part 21 membres en 2014, dont le Musée des Sœurs du Saint-Rosaire de Rimouski et le Centre d'interprétation des Opérations Dignité d'Esprit-Saint². Pour une popula-

tion d'environ 200 000 personnes, le ratio bas-laurentien d'un musée pour 13 000 personnes se compare avantageusement à celui des régions des Cantons-de-l'Est, des Laurentides ou du Saguenay-Lac-Saint-Jean, pour ne retenir que ces exemples³. Quels rôles jouent ces musées, qui sont somme toute assez nombreux, pour qu'autant d'énergie et de ressources leur soient consacrées? Ces institutions muséales, me semble-t-il, remplissent au moins trois fonctions importantes en région.

Dans un premier temps, les musées travaillent à la construction d'une mémoire et d'une identité locale et régionale. Nombreux sont les musées qui ancrent leur mandat dans la spécificité de leur territoire, mais qui orientent aussi leurs principales expositions en fonction des grandes périodes historiques caractéristiques de leur région. Ce faisant, ils n'agissent pas comme de simples transmetteurs d'une culture en provenance des métropoles. Ils œuvrent à la structuration de repères culturels distinctifs à chacune des régions du Québec. Dans cette perspective, ils ne sont pas des propagateurs d'une culture traditionnelle figée et

univoque, dont la ceinture fléchée et le « capot de poil » feraient office de drapeau national. Bien que certains musées régionaux aient pour mandat de mettre en valeur la vie et la culture traditionnelles de leur région, comme le fait très bien le Musée régional de Kamouraska avec ses expositions permanentes sur la vie quotidienne et les savoir-faire traditionnels, d'autres ont des visées plus sectorielles et allient ouvertement passé et présent. Ainsi, le Site historique maritime de la Pointe-au-Père, à Rimouski, met en scène l'histoire maritime de la région avec une exposition sur le naufrage de l'*Empress of Ireland* et une visite du sous-marin *Onondaga*, cela en garantissant l'accès au phare, propriété de Parcs Canada. Le centre d'interprétation du Canyon des Portes de l'Enfer, à Saint-Narcisse de Rimouski, présente pour sa part le caractère forestier de l'arrière-pays avec un centre d'interprétation de la drave. De son côté, le Centre de mise en valeur des Opérations Dignité (1970-1972), à Esprit-Saint, témoigne de l'histoire de la colonisation du Québec et du mouvement de résistance à la fermeture des paroisses annoncée par le gouvernement québécois à la suite des travaux du Bureau d'aménagement de l'Est-du-Québec. Ces exemples montrent l'importance qu'accordent les musées et les centres d'interprétation à la fois au territoire sur lequel ils sont implantés et à l'histoire des communautés dont ils relèvent. La relation est bidirectionnelle : pour justifier leurs orientations muséales, les musées ne peuvent s'extraire de leur communauté et, en retour, cette dernière y puise des éléments identitaires à caractère historique, géographique, culturel, artistique ou autre.

Le deuxième rôle des musées régionaux est économique. Si la question mémorielle et identitaire interpelle la population locale au premier chef, il faut aussi être conscient que les musées s'inscrivent dans la trame touristique d'une région et qu'ils doivent, par conséquent, répondre à des impératifs économiques. Au Bas-Saint-Laurent, le tourisme est une industrie de première importance. Les 752 000 touristes qui ont visité le Bas-Saint-Laurent en 2010 ont généré des revenus de 133 millions pour la région⁴ et ont contribué à donner de l'emploi directement ou indirectement à près de 10 000 personnes. Le tourisme bas-laurentien est un secteur économique en pleine croissance, et ce, dans une économie régionale qui connaît par ailleurs de sérieux problèmes⁵. En participant à cette offre touristique, les musées s'imposent comme des intervenants majeurs de la scène économique des régions, même si leurs chiffres d'affaires se révèlent, pris un à un, souvent très modestes.

Ces deux rôles combinés font des musées régionaux des acteurs du monde culturel des régions, un monde culturel qui tente de répondre à la fois aux demandes de la population locale tout en participant à une offre de tourisme culturel. Ce rôle est plus que seulement muséal et contribue de manière considérable à l'animation culturelle générale d'une région⁶. La dynamique culturelle à laquelle contribuent les musées s'insère dans un mouvement d'affirmation des identités régionales à l'échelle québécoise, qui a pris son essor à partir des années 1970 environ et qui tend, notamment, à distinguer les diverses régions du

Québec des deux grands pôles économiques, politiques et culturels que sont Montréal et Québec⁷. Le Bas-Saint-Laurent suit ce schéma général alors que se mettent en place les principaux « éléments propres à créer la vitalité artistique et culturelle⁸ » de la région dans les années 1970. Parmi ces éléments, on compte les principaux musées de la région. À partir des années 1990, on assiste à une diversification de la répartition géographique des institutions muséales, celles-ci n'étant pas exclusivement concentrées dans les principales villes de la région⁹. Aujourd'hui, les villes de Rimouski et de Rivière-du-Loup sont bien représentées, mais on trouve des organismes sur l'ensemble du territoire bas-laurentien, tant sur le littoral, comme le Musée de Kamouraska ou le Musée de la grange octogonale Adolphe-Gagnon de Saint-Fabien, qu'à l'intérieur des terres, comme la Vieille Gare de Rivière-Bleue ou le Site historique Matamajaw¹⁰.

L'université en région

Ce mouvement de régionalisation de la culture inclut le déploiement du réseau des universités du Québec dans les principaux centres régionaux de la province au cours de la même période. L'implantation des collèges répond à la même dynamique. Il n'est donc pas surprenant que les fonctions attendues des universités régionales recourent en partie, sur le plan culturel du moins, celles que jouent les institutions muséales. En effet, on attend de ces universités une participation active au développement des régions de même qu'à l'économie locale. Cette contribution peut se réaliser grâce à des

recherches ciblées qui s'inscrivent dans la structuration identitaire de la région, ainsi que par une offre de formation adaptée à la réalité régionale. Lucia Ferretti résume ainsi le rôle de cette nouvelle université publique en réseau : « une université vouée à la formation des maîtres, à l'éducation permanente, à une plus large accessibilité, mais aussi à certaines priorités nationales de recherche; une université dont la mission sera certes la transmission et l'accroissement de la connaissance savante, mais aussi la présence concrète et multiforme à son milieu¹¹. » Cela positionne le réseau de l'Université du Québec comme un acteur culturel majeur. Les universités qui en font partie sont assez importantes en tout cas pour que Fernand Harvey fasse de leur présence l'un des critères essentiels à l'établissement de ce qu'il appelle des « métropoles culturelles régionales ». Trois-Rivières et Rimouski, par exemple, agissent comme des métropoles pour leur région limitrophe, s'imposant comme des pôles de création et d'innovation en matière culturelle¹². Ces villes ne sont pas de simples relais de la métropole – de Montréal, pour dire les choses crûment¹³. Pour Harvey, les « métropoles culturelles régionales disposent donc de précieuses ressources et d'un intéressant réservoir de créativité dans les domaines de la culture, de l'éducation supérieure et de la recherche en sciences et technologies¹⁴ ». S'ajoute à cela un avantage qui n'a peut-être pas encore été complètement assumé, en raison du caractère tenu des interactions entre les différentes institutions culturelles jusqu'à maintenant, mais qui devrait s'affirmer prochainement :

« la nouvelle société du savoir devrait faciliter un rapprochement entre ces différents univers dans le cadre des villes régionales, où les rapports de proximité sont plus faciles à établir que dans les grandes métropoles¹⁵. »

En tenant pour acquis que les milieux régionaux sont des lieux culturels dynamiques au sein desquels des institutions comme les musées et les universités jouent un rôle actif, comment les historiens et les historiennes universitaires peuvent-ils agir comme trait d'union entre ces deux milieux institutionnels?

De manière générale, on attend des universitaires, à tout le moins ceux qui œuvrent dans le réseau de l'Université du Québec, qu'ils remplissent trois fonctions dans la société : qu'ils enseignent; qu'ils fassent de la recherche; et qu'ils investissent leur communauté par un engagement lié à leur formation et à leur fonction. Contrairement à ce qu'on pourrait croire *a priori*, les collaborations avec les musées peuvent s'établir selon ces trois fonctions et non uniquement à partir du troisième volet de la tâche professorale. À partir d'exemples concrets vécus par notre équipe, à l'UQAR, je montrerai de quelle manière ces collaborations se nouent, mais aussi ce que tous les partenaires peuvent espérer en retirer.

Enseignement

D'abord et avant tout, les historiens universitaires enseignent. La transmission des connaissances et la familiarisation des étudiants et des étudiantes avec les méthodes et les approches historiques les préparent à investir

les différents milieux de travail, dont les musées. Compte tenu de l'augmentation des effectifs étudiants et de la réalité du marché du travail dans le monde universitaire depuis quelques décennies, il va de soi que les étudiants et les étudiantes universitaires ne deviendront pas tous des professeurs d'université. Les programmes dans lesquels ils évoluent, même ceux dits « généralistes », comme les programmes de baccalauréat en histoire, n'ont d'autres choix que de tenir compte de cette réalité.

C'est dans cette perspective que, il y a une douzaine d'années, les programmes d'histoire de premier cycle à l'UQAR ont été adaptés pour tenir compte de cette réalité du monde du travail en région. En a résulté la mise en place d'un volet en « Pratiques et interventions culturelles ». Outre certains cours à saveur « professionnalisante » directement orientés vers le monde du travail¹⁶, les programmes d'histoire offerts au premier cycle se concluent par un mémoire de recherche ou encore par un stage en milieu de travail. Depuis la mise en place de ces programmes, parmi les étudiants qui ont saisi l'occasion de faire un stage, plusieurs ont choisi le milieu muséal. Des partenariats stimulants ont ainsi pu être développés, notamment avec la Société rimouskoise du patrimoine, qui gère le site historique de la Maison Lamontagne et le Musée régional de Rimouski. Ces étudiants ont été appelés à faire de la recherche pour la mise en place de nouvelles expositions temporaires ou permanentes, à élaborer des scénarios d'exposition, à travailler à la rédaction de textes d'expositions, à se familiariser avec le vocabulaire des

demandes de subvention, etc. Ces stages se font sous la supervision d'un professeur et d'un responsable du milieu d'accueil, qui doivent alors collaborer pour que le stage soit à la hauteur des exigences universitaires aussi bien que des attentes muséales.

Ces collaborations, qui reviennent d'année en année, s'établissent à long terme et permettent de développer des relations professionnelles riches. Les stages se prolongent souvent sous forme de contrats, signe de l'intérêt et de la demande des musées pour ce « personnel hautement qualifié ». De telles perspectives d'emploi donnent la possibilité aux étudiants de poursuivre leurs études à la maîtrise en histoire tout en gagnant en expérience professionnelle. De plus, comme l'un des objectifs principaux des universités est de former des étudiants qui seront en mesure de se tailler une place dans le monde du travail, la situation profite à tout le monde : aux musées, aux historiens et, bien sûr, aux étudiants et étudiantes.

Par ailleurs, ce sont tous les étudiantes et étudiants des programmes d'histoire, et pas seulement ceux qui optent pour le stage en milieu de travail, qui sont à même de profiter de l'expertise des conservateurs ou chargés de projets des musées. En effet, plusieurs de ces intervenants ont été invités, au cours des dernières années, à venir animer des ateliers ou prononcer une conférence, dans le cadre de cours spécifiques ou de conférences publiques¹⁷. Certains d'entre eux nous ont également permis de bonifier la formation des étudiants en nous

accueillant pour des visites dans leurs institutions. Les étudiants et étudiantes, ainsi que les professeurs et professeures des programmes d'histoire ont ainsi pu visiter la Maison de la Prune à Saint-André-de-Kamouraska, le Parc national du Témiscouata, la Maison Lamontagne, le Musée régional de Rimouski, le Centre d'interprétation des Opérations Dignité ainsi que le Domaine Acer, un économusée de l'érable. De plus, dans le cadre de l'Université d'été en patrimoine, dont la première édition a eu lieu en 2011, de très nombreuses visites et conférences ont permis aux étudiants de se familiariser avec des centres d'interprétation ou des musées des régions visitées, soit celles de L'Isle-Verte, de Rimouski, de Carleton-sur-Mer en Gaspésie ou du Témiscouata.

Recherche

La recherche constitue un autre pôle majeur du travail d'un historien ou d'une historienne universitaire. On a l'habitude de dire que le musée sert de courroie de transmission entre la recherche fondamentale produite par les historiens et le grand public. Cette affirmation postule une relation à sens unique hautement réductrice. Mon expérience des dix dernières années m'a plutôt amenée à croire que j'ai beaucoup plus bénéficié de cette relation que les musées qui, au départ, étaient pourtant en position de « demandeurs ».

Il va de soi que les musées peuvent utiliser les recherches réalisées par les historiens pour les traduire en expositions originales. Pierre Desrosiers montre très bien comment cette relation peut s'établir entre l'archéologie et

la muséologie¹⁸. Parfois, les recherches sont amorcées sans perspective de transposition muséale à la clé. Ainsi, à l'UQAR, des archéologues mènent depuis quelques années des fouilles pour comprendre l'occupation humaine sur l'île Saint-Barnabé, en face de Rimouski. Leurs travaux, conjugués à ceux entrepris par des littéraires et des historiens, au sujet notamment du mythe de l'ermite Toussaint Cartier, devraient être transposés prochainement en exposition temporaire. Cette éventuelle réalisation illustre par ailleurs l'ancrage des musées et de l'UQAR dans le monde culturel et économique régional : en effet, ces recherches sur l'île Saint-Barnabé comptent parmi les priorités touristiques de la Ville de Rimouski.

À l'occasion, la collaboration entre musées et historiens se fait selon un schéma plus traditionnel : le musée contacte un chercheur pour lui demander de documenter une exposition déjà en préparation. Parfois, l'historien pourra rapidement fournir les informations demandées sans avoir à conduire de recherches originales. Compte tenu des courts délais induits par les successions d'expositions dans les musées, ce scénario est probablement assez fréquent : l'emploi du temps des historiens universitaires s'organise sur un mode annuel plutôt que mensuel... Il n'en demeure pas moins que, dans certains cas, cette demande de collaboration peut se transformer en occasion d'entreprendre une recherche originale. C'est précisément ce qui m'est arrivé il y a quelques années. J'ai été approché par le Musée régional de Rimouski et les Jardins

de Métis, qui préparaient une exposition alliant histoire et art contemporain sur Elsie Reford, la fondatrice des Jardins. Le Musée et les Jardins souhaitaient que je rédige une courte biographie de madame Reford, qui serait publiée dans le catalogue de l'exposition. Pour la réaliser, j'ai eu accès aux archives privées de la famille Reford. En plus de passer quelques semaines agréables dans les bureaux des Jardins alors en pleine floraison printanière, j'ai pu renouer avec mes premières amours, l'histoire des femmes. De fil en aiguille, ce qui s'annonçait au départ être l'écriture d'un seul petit article pour le catalogue d'exposition¹⁹ s'est transformé en projet de recherche original. En effet, j'ai trouvé assez de matière dans les archives de la famille Reford pour en tirer un article scientifique et des communications²⁰. Cette expérience représente, pour moi, la démonstration que la relation des musées et des historiens sur le plan de la recherche est loin d'être à sens unique. Elle s'impose également comme un appel à développer des collaborations dans lesquelles la gestation même des projets se ferait de façon concertée.

Autres activités universitaires

Les collaborations en recherche et en enseignement entre les musées et les historiens universitaires dont je viens de faire état sont loin d'être exclusives au cas du Bas-Saint-Laurent. Un colloque, justement consacré à cette thématique lors du congrès de l'Association francophone pour le savoir (ACFAS) de 2013 tenu à Québec, a permis de mesurer la richesse de ce type de collaboration tant dans les grands centres urbains que dans les autres

régions et villes du Québec, dont le Bas-Saint-Laurent et Rimouski²¹. Ce qui peut, à mon avis, représenter une certaine originalité régionale, ce sont les « autres activités » qui s'insèrent dans les tâches universitaires des historiens. Si les projets communs s'avèrent particulièrement pérennes et variés, c'est peut-être parce que les musées et l'Université sont régulièrement invités à collaborer étroitement à plusieurs dossiers culturels d'intérêt régional. Le nombre restreint d'historiens universitaires dans la région favorise également ce genre de rencontres.

Le type de maillage le plus fréquent entre les musées et les historiens de l'UQAR s'avère assez traditionnel. Nous sommes régulièrement invités à participer au comité scientifique d'un musée qui entreprend de revisiter son exposition permanente ou qui recherche une expertise particulière afin de valider le contenu d'une exposition temporaire. Au cours des années, l'équipe d'historiens de l'UQAR a notamment été sollicitée pour intervenir à ce titre auprès de la Maison Chapais de Saint-Denis-De La Bouteillerie, dans le Kamouraska, du Musée régional de Rimouski et de la Maison Lamontagne.

La collaboration peut cependant se faire encore plus étroite. Avec les années, notre équipe a établi une relation privilégiée avec la Maison Lamontagne et l'organisme qui en a la responsabilité, la Société rimouskoise du patrimoine. La Maison Lamontagne est un centre d'interprétation de l'architecture domestique au Québec qui s'est donné comme mandat de présenter des expositions temporaires rappelant

l'époque de construction de la maison (vers 1744) et s'inscrivant dans le territoire bas-laurentien. Non seulement sommes-nous régulièrement sollicités pour siéger aux comités de validation scientifique des expositions tenues à la Maison Lamontagne, mais nous participons aussi d'emblée au conseil d'administration de la Société rimouskoise du patrimoine. Personnellement, j'y ai siégé durant quatre ans, dont une année à titre de présidente. À mon départ, un de mes collègues a pris la relève. Cette présence assidue permet d'inscrire la collaboration dans le long terme, notamment en participant à l'élaboration des orientations à privilégier en vue du renouvellement des expositions. Nous pouvons ainsi contribuer à déterminer les thématiques à développer. Une fois les choix arrêtés, nous sommes également en mesure de participer à la supervision de la recherche historique et de collaborer avec les équipes de production des expositions.

Je pourrais multiplier les exemples, quoique celui de notre collaboration avec la Société rimouskoise du patrimoine reste probablement le plus éloquent. J'aimerais plutôt conclure avec deux cas spécifiques qui viennent brouiller les rapports traditionnels que notre équipe entretient avec les musées de la région. Ces deux cas nous obligent, d'une part, à nous inscrire directement dans l'offre muséale et, d'autre part, à prendre l'initiative du réseautage des différents intervenants du milieu culturel et patrimonial de la région.

Le premier cas est celui de la Maison Louis-Bertrand, dans le village de L'Isle-Verte. En 2005, à la suite d'un don des frères Pierre et



La Maison Louis-Bertrand, à L'Isle-Verte. Jean-René Thuot, 2012.

Robert Michaud, descendants de Louis Bertrand, l'UQAR est devenue propriétaire de ce bien patrimonial, classé monument historique par le gouvernement du Québec et désigné lieu historique national par la Commission des lieux et monuments historiques du Canada. Construite en 1853, cette maison, typique de l'architecture néo-classique répandue parmi l'élite rurale du milieu du XIX^e siècle, présente des caractéristiques architecturales très intéressantes et s'inscrit dans un environnement villageois assez bien préservé sur le plan patrimonial. Par ailleurs, et c'est ce qui fait son originalité, la maison abrite un décor qui bénéficie également d'un classement²². Ce décor témoigne de l'occupation des lieux

par quatre générations de la famille Bertrand, qui y ont accumulé des objets usuels, des souvenirs de famille, des meubles, etc. L'énoncé d'intégrité rédigé par Parcs Canada au moment de la citation parle même d'une « collection naturelle, un fonds de famille où chaque élément a été acquis au fil des besoins liés au quotidien d'une famille de la bourgeoisie rurale sur une période de près d'un siècle²³ ». Tel un site archéologique, les multiples strates d'occupation qu'on y trouve révèlent une histoire matérielle qui témoigne des grands changements qui ont marqué le Québec rural depuis 150 ans. Ce décor peut également se lire comme la mise en scène plus ou moins consciente d'un scénario patrimonial écrit par

les derniers occupants de la maison. Depuis l'après-guerre, ceux-ci ont graduellement pris conscience de la valeur de ce bien et ont entrepris d'y inscrire la mémoire de leur famille de la façon dont ils voulaient qu'elle soit transmise.

Autrement dit, il s'agit d'un véritable laboratoire patrimonial qui a déjà commencé à révéler son potentiel sur le plan de la recherche et de l'enseignement. Des mémoires de maîtrise ont été réalisés ou sont en voie d'être complétés à propos de la maison et de la famille Bertrand²⁴. Qui plus est, la première édition de l'Université d'été en patrimoine de l'UQAR y a été tenue en 2011²⁵. Le statut légal dont la maison bénéficie offre



La cuisine de la Maison Louis-Bertrand, à L'Isle-Verte. Jean-René Thuot, 2012.

une certaine garantie de conservation qui devrait nous permettre de tirer profit de cette authenticité, source de la richesse documentaire des lieux. Là où le dossier devient plus délicat, et où notre équipe doit sortir de sa zone habituelle d'expertise, c'est lorsque l'on prend en considération le fait que ce même classement est accompagné d'une obligation, à tout le moins morale, de mettre en valeur les lieux, de les rendre accessibles au public et d'en faire bénéficier la communauté. À cet égard, l'Université se trouve dans une situation assez particulière et, il faut bien l'avouer, pas toujours confortable. Comment concilier la mission primordiale d'enseignement et de recherche de l'université, dans un contexte où les

ressources financières sont insuffisantes, avec les attentes touristiques et muséales du ministère de la Culture et des Communications du Québec, de Parcs Canada et de la communauté de L'Isle-Verte? Que faire pour rendre cette maison accessible au public? Autrement dit, comment concilier la maison comme source historique et la maison comme musée? Pour y arriver, nous aurons besoin de muséologues. À titre d'exemple, certaines phases de restauration extérieure et intérieure ont déjà nécessité des expertises diverses au cours des dernières années, notamment pour la gestion des artefacts durant les travaux. Mais des décisions importantes devront être prises prochainement. Pour

nous, historiens, la valeur documentaire de la maison tient essentiellement à son état actuel. Véritable caverne d'Ali Baba, on peut retrouver dans une même pièce l'âtre original de 1853, un poêle à deux ponts, une cuisinière électrique des années 1970 et un four à micro-ondes du début du millénaire. Les armoires sont remplies de couvertures tissées à la main qui côtoient des draps de polyester à grosses fleurs, alors que les bureaux débordent de papiers personnels et de photographies de famille. Cette abondance désordonnée, si riche sur le plan documentaire et si évocatrice sur celui de la culture matérielle, rend toutefois très difficile une scénarisation muséale et génère des frais de fonc-

tionnement prohibitifs. Dans la mesure où nous devons malgré tout envisager sérieusement cet aspect de la question, de nombreux choix devront être faits : confrontés à cette pléthore d'artéfacts, que conserver et restaurer, et sur quelles bases élaguer, le cas échéant? Bref, comment négocier les impératifs de mise en valeur et l'intégrité du décor, qui constitue à nos yeux la valeur première de la maison? Qui devra prendre en charge la gestion quotidienne des lieux? Manifestement, nous devons faire appel à des muséologues ou à des organismes muséaux pour intervenir directement sur les lieux en mesurant l'impact de nos décisions. Ces collaborations s'avéreront essentielles pour obtenir le financement nécessaire à l'entretien de la maison, à la conservation de la collection d'objets qu'on y trouve et pour développer une stratégie de mise en valeur, notamment sur le plan touristique. La relation présentée plus haut entre les historiens et les musées s'inverse brusquement : dans ce cas précis, on parle moins d'historiens au musée que d'un musée dans un département d'histoire...

Le deuxième cas met en lumière le rôle structurant que peuvent jouer les historiens dans les régions sur le plan culturel, muséal et patrimonial. Depuis quatre ans environ, une équipe d'historiens, de géographes, d'archéologues et de littéraires de l'UQAR et du Cégep de Rimouski mène un projet de développement d'une banque de données en patrimoine²⁶. Les membres du projet PATER (patrimoine-enseignement-recherche²⁷) ont ainsi entrepris de dresser un inventaire des ressources patrimoniales de la région du Bas-Saint-

Laurent et de les rendre disponibles sur une plateforme en ligne. Les rôles sont encore inversés. Généralement, nous l'avons vu, les historiens sont plutôt appelés à se rendre dans les musées pour collaborer à un projet d'exposition. Nous travaillons plutôt de concert avec de nombreux musées, centres d'archives, congrégations religieuses, sociétés locales d'histoire et de généalogie, etc., à la création d'un outil qui pourra être utilisé à des fins de recherche et d'enseignement et qui sera accessible à tous les intervenants du milieu culturel et muséal. Complémentaire aux banques de données existantes – Info-Muse, par exemple –, celle de PATER a été développée dans une perspective pédagogique et vise notamment à faire le pont entre les détenteurs des ressources patrimoniales de la région et les enseignants. Chaque élément inventorié est interprété en fonction des programmes de formation du primaire et du secondaire. La fiche qui en résulte permet aux enseignants de développer des activités et des projets qui tiennent compte des ressources patrimoniales de la région et d'entrer en contact avec les institutions détentrices, dont, évidemment, de nombreux musées.

Cette initiative s'inscrit dans un pôle de recherche en voie de structuration à l'UQAR et qui a pu disposer d'un financement de la Conférence régionale des élus du Bas-Saint-Laurent (CRÉ), avant l'abolition de la structure par le gouvernement provincial en 2015. Cet appui s'explique entre autres par la capacité du projet à tisser un maillage entre la recherche historique et patrimoniale qui se fait à l'Université et les musées de la région. La CRÉ, qui avait comme

mandat de « promouvoir et soutenir le développement économique, social et culturel²⁸ » de la région, considérait que ces relations plus étroites peuvent avoir un impact économique favorable en raison de l'importance du tourisme dans la région. Cette réflexion implique une hiérarchisation sous-jacente des mandats des universités et des musées en région qui hisse leur rôle économique au premier rang, devant la création et la transmission de connaissances et la construction identitaire des régions. S'ouvre ainsi tout un monde de collaborations potentielles, associé à une mer de contraintes et de tensions sur le plan du financement de la recherche. Tous les acteurs concernés devront tenter de conserver un équilibre entre leurs différents mandats, ne pas se laisser avaler par les impératifs économiques et faire valoir que la recherche, l'enseignement, la culture et l'identité peuvent chacun contribuer à la vitalité de la région.

En naviguant entre le témoignage et l'essai, j'ai tenté de proposer, dans les quelques pages précédentes, une brève synthèse de dix années de collaboration avec des musées du Bas-Saint-Laurent. Les mandats culturels, intellectuels, communautaires et même économiques des universités en région et des musées font en sorte que les liens entre eux sont presque naturels. Je dois toutefois avouer que les bénéfiques, pour l'historienne universitaire que je suis, m'apparaissent (égoïstement) plus importants que l'investissement nécessaire et les difficultés inhérentes à l'établissement de telles collaborations.

Notes

- 1 Professeure d'histoire spécialisée en histoire socioculturelle du Québec contemporain, Karine Hébert a travaillé en histoire des femmes, de la jeunesse et, depuis quelques années, elle s'intéresse à l'histoire du patrimoine au Québec. Membre de l'équipe Patrimoine-Enseignement-Recherche (PATER) de l'UQAR, elle développe des collaborations avec différentes institutions muséales au Québec depuis une douzaine d'années. Parmi elles, on compte la Maison Lamontagne, le Musée régional de Rimouski, les Jardins de Métis, la Maison Chapais de Saint-Denis-De La Bouteillerie et la Maison Louis-Bertrand de L'Isle-Verte.
- 2 Réseau muséal du Bas-Saint-Laurent. *Nos membres*, [En ligne]. [<http://www.reseaumusealbsl.org/nos-membres/>]. (Consulté le 19 février 2015).
- 3 Le site de la SMQ recense ainsi 15 institutions muséales (incluant les musées, centres d'interprétation et centres d'exposition) pour la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean. L'Institut de la Statistique du Québec mentionne que la région comptait 273 009 habitants en 2012, pour un ratio musée/habitant de 1 pour 18 201. Les Laurentides, avec 9 musées pour une population de 563 139, présentent un ratio d'un musée pour 62 571 habitants. La région des Cantons-de-l'Est fait très bonne figure avec ses 26 institutions muséales pour une population de 315 500 personnes, pour un ratio d'un musée pour 12 135 habitants. Institut de la statistique du Québec, *Statistiques et publications*, [En ligne]. [http://www.stat.gouv.qc.ca/statistiques/profils/region_00/region_00.htm]. (Consulté le 20 novembre 2013); Observatoire des musées de la Société des musées québécois, *Répertoire des musées*, [En ligne]. [<http://www.smq.qc.ca/mad/guidemusees/index.php>]. (Consulté le 19 février 2015).
- 4 Ministère du Tourisme du Québec. *Le tourisme en chiffres. Édition 2010*, [En ligne]. [<http://www.tourisme.gouv.qc.ca/publications/media/document/etudes-statistiques/Tourisme chiffres2010.pdf>]. (Consulté le 18 décembre 2013).
- 5 Ce chiffre inclut les 4 000 emplois du secteur de l'information, culture et loisirs et les 5 900 associés à celui de l'hébergement et de la restauration. À cela, il faudrait ajouter une partie de emplois liés au commerce. À ce sujet, voir les données de l'Institut de la statistique du Québec. *Emploi par industrie selon les secteurs du SCIAN, par région administrative et ensemble du Québec, 2008-2012*, [En ligne]. [http://www.stat.gouv.qc.ca/statistiques/travailremuneration/population-active-chomage/statistiquesregionales/emploi_scian_reg.htm]. (Consulté le 18 décembre 2013).
- 6 Andrée Gendreau, « L'esprit des lieux : deux pratiques muséologiques dans le Bas-Saint-Laurent », dans Andrée Fortin et Fernand Harvey, *La nouvelle culture régionale*, Québec, Les éditions de l'IQRC, 1995, p. 67-81.
- 7 Fernand Harvey, « La région culturelle et la culture en région », dans Denise Lemieux, dir., *Traité de la culture*, Québec, Les éditions de l'IQRC, 2002, p. 135-162.
- 8 Rita Giguère et Ginette Lepage, « Région du Bas-Saint-Laurent. Portrait culturel et enjeux du développement », *L'Action nationale*, vol. 85, n° 4, mai 1994, p. 636.
- 9 *Ibid.*, p. 649.
- 10 Ces quatre institutions sont membres du Réseau muséal du Bas-Saint-Laurent.
- 11 Lucia Ferretti, *L'Université en réseau. Les 25 ans de l'Université du Québec*, Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec, 1994, p. 27.
- 12 Bien qu'elle n'appartienne pas au réseau de l'Université du Québec, l'Université de Sherbrooke joue un rôle tout à fait similaire.
- 13 Fernand Harvey, « Des métropoles culturelles régionales au Québec? », dans Bruno Jean et Danielle Lafontaine, dir., *Territoires et fonctions. Tome 2. Des pratiques aux paradigmes : les systèmes régionaux et les dynamiques d'innovation en débats*, Rimouski, Éditions du Grideq et Éditions du CRDT, 2005, p. 59-69. Selon les critères qu'il établit, Harvey identifie sept métropoles régionales au Québec : Québec, Trois-Rivières, Sherbrooke, Saguenay, Gatineau, Rimouski et Rouyn (p. 67).
- 14 *Ibid.*, p. 66.
- 15 *Ibid.*
- 16 Entre autres, on trouve dans ce volet des cours portant sur le patrimoine et sa mise en valeur, les communications publiques et les relations avec les médias, la production électronique et audiovisuelle, le tourisme culturel, ainsi que l'administration de projets culturels.
- 17 En 2009, nous avons mis en place une série de conférences publiques, les « Archéopat », pour Archéologie et Patrimoine. Moins de cinq ans plus tard, en février 2015, nous avons présenté plus de 60 conférences. De ce nombre, quelques-unes ont été prononcées par des gens associés à des musées ou à des centres d'interprétation de la région.
- 18 Pierre Desrosiers, *L'archéomuséologie. La recherche archéologique entre au musée*, Québec, Presses de l'Université Laval, coll. « Patrimoine en mouvement », 2011.
- 19 « Elsie Reford, au-delà des jardins », dans *Elsie : une œuvre hommage de Dominique Blain / Elsie : A Tribute by Dominique Blain*, Rimouski, Musée régional de Rimouski et Jardins de Métis, 2007, p. 68-83.
- 20 « Elsie Reford, une bourgeoise montréalaise et métissienne, un exemple de spatialisation des mondes privé et public », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 63, n° 2-3, automne-hiver 2009-2010, p. 275-303.

- 21 Colloque « Passés exposés : l'histoire et les historiens dans les musées », Congrès annuel de l'ACFAS, Québec, 9 mai 2013. C'est lors de ce colloque que j'ai présenté la première version du présent article.
- 22 La Maison Louis-Bertrand a déjà fait l'objet d'un certain nombre de publications : Karine Hébert, Julien Goyette et Manon Savard, « La Maison Louis-Bertrand, laboratoire d'histoire et d'archéologie », *L'Estuaire*, vol. 66, juin 2006, p. 10-13; Michel Lessard, « La Maison Louis-Bertrand de L'Isle-Verte. Le parfum tenace du XIX^e siècle », *Revue d'histoire du Bas-Saint-Laurent*, vol. 19, n^o 1, 1996, p. 9.
- 23 Parcs Canada, « Énoncé d'intégrité commémorative. Lieu historique national du Canada de la Maison Louis-Bertrand, L'Isle-Verte », Unité de gestion du Saguenay-Saint-Laurent, 2004, p. 12.
- 24 Maude Flamand-Hubert, *Louis-Bertrand à L'Isle-Verte. 1811-1871 : propriété foncière et exploitation des ressources*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 2012 (publication d'un mémoire de maîtrise en développement régional, UQAR, 2011); Marie-Pier Tremblay-Dextras, *Patrimoine lettré et pratiques de lecture; un inventaire analytique de la bibliothèque de la Maison Louis-Bertrand*, projet de mémoire de maîtrise en lettres, UQAR (en cours).
- 25 Université d'été en patrimoine, UQAR, sous la supervision de Jean-René Thuot, *La campagne de L'Isle-Verte : voyage dans l'univers de la Maison Louis-Bertrand*, 23-26 août 2011.
- 26 Ce projet a bénéficié d'un financement de trois ans du ministère de l'Éducation, des Loisirs et des Sports (son appellation a été modifiée deux fois).
- 27 Pour plus de détails sur cette initiative et un accès à la banque de données en ligne, on visite le <http://patrimoine.uqar.ca/PatER/accueil.php?id=1> (Consulté le 13 février 2014).
- 28 Conférence des éluEs du Bas-Saint-Laurent, *Mission et mandat*, [En ligne], mis à jour le 1^{er} mars 2012, [<http://www.crebsl.org/crebsl/mission-et-mandat>]. (Consulté le 16 février 2014).